

49872

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE
E/CN.14/296
6 novembre 1964
FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Septième session
Nairobi, 9 - 23 février 1965
Point 5(b) de l'ordre du jour provisoire

RAPPORT SUR L'ACTIVITE DE LA SECTION DU DEVELOPPEMENT SOCIAL

1. La Section du développement social comprend trois services : le Service de la protection sociale et le Service du développement rural (DC), qui sont étroitement liés entre eux, et le Service de la recherche sociale. Ce dernier entreprend les études sur le terrain que requièrent le programme d'exécution et le programme de services consultatifs de la Section. Divers projets et activités qui auparavant se rattachaient au Développement communautaire et à la protection sociale, ont été repensés pour être axés essentiellement sur l'étude des problèmes de planification, d'organisation et d'exécution qui se posent aux gouvernements dans l'élaboration de leurs programmes urbains et ruraux de service social, l'idée maîtresse étant plus qu'auparavant l'assistance à prêter à ces gouvernements.

Service de la recherche sociale

2. Ce service s'est occupé de travaux de recherche et d'études sur le terrain en Afrique en vue des services consultatifs et des projets d'action pratique des autres services. L'activité de ce service a principalement consisté en :

- a) des études générales et des études par pays consacrées à l'organisation et à l'administration des services sociaux existant ou en voie de création en Afrique;
- b) des enquêtes approfondies sur les problèmes d'organisation et d'exécution qui se posent à différents services urbains ou ruraux de protection sociale en vue de déterminer l'ampleur

- des problèmes, les mesures à prendre et les méthodes à appliquer;
- c) des études des problèmes sociaux qui ont une incidence sur l'industrialisation ou qui proviennent soit de l'industrialisation, soit de l'urbanisation, soit de ces deux phénomènes à la fois;
 - d) des Monographies fondées sur les études et travaux de recherche effectuées et destinées à une large diffusion dans la région.

3. Les projets principaux entrepris, et achevés, par le service en 1964, postérieurement à la 6ème session de la Commission ont été les suivants : établissement d'un répertoire des activités de protection sociale menées en Afrique par les gouvernements, institutions spécialisées des Nations Unies et des organisations bénévoles internationales^{1/}; une étude (comportant 4 études par pays) et une monographie sur la planification, l'organisation et l'administration des services sociaux en Afrique^{2/}; une étude et une monographie sur les institutions de formation en vue du service social en Afrique^{3/} et un document sur la délinquance juvénile et la rapidité des changements sociaux en Afrique^{4/}. Une autre étude, comprenant trois monographies, et portant sur les services de protection sociale de la famille, de l'enfance et de la jeunesse en Afrique a été mise en route.

1/ E/CN.14/SWSA/1, Répertoire des activités de protection sociale en Afrique (paraîtra ultérieurement).

2/ E/CN.14/SWSA/2, Organisation et l'administration de la protection sociale (paraîtra ultérieurement).

3/ E/CN.14/SWSA/3, Formation en vue du service social en Afrique (paraîtra ultérieurement)

4/ E/CN.14/SODE/4, La délinquance juvénile et la rapidité des changements sociaux en Afrique, document de base pour la Réunion du groupe d'experts de la défense sociale (Monrovia, août 1964).

4. Le service a terminé une étude sur les investissements humains qui s'inscrit dans le cadre d'une étude plus vaste de l'évolution sociale et économique en Afrique. Une étude des objectifs et des politiques du développement social en Afrique a été entreprise, ainsi qu'une étude des méthodes de planification du développement social dans la sous-région de l'Afrique de l'est, faite en application des recommandations de la Réunion d'experts sur l'incorporation des programmes de développement social dans la planification intégrale du développement qui a eu lieu en 1963. On pense que ces études seront terminées en 1965.

5. Un consultant a été engagé en mars pour faire une étude et préparer un rapport sur les problèmes que pose l'adaptation au milieu social dans les pays de l'Afrique de l'est et de l'Afrique du centre venant d'accéder à l'indépendance.

Service de la protection sociale

6. Les activités de ce service ont porté sur les problèmes d'exécution et sur les projets relatifs à l'organisation et à l'administration du service social dans le cadre de la fonction publique au plan du gouvernement et des administrations locales. Ce service a donc pour tâche : d'organiser au plan régional des réunions, cours de formation, cycles d'études, etc., en vue de mettre en contact des exécutants et des administrateurs de programmes nationaux de protection sociale et de services urbains et ruraux particuliers, de maintenir des relations étroites avec les correspondants nationaux du service social nommés par la CEA (23 correspondants ont déjà été nommés), qui s'exprimeront par une assistance sous forme d'avis consultatifs du rassemblement et de la diffusion d'une documentation sur les programmes nationaux, la législation sociale, etc. et maintenir des contacts étroits avec les institutions internationales bénévoles de service social (il en existe 27 à ce jour) avec lesquelles la CEA est régulièrement en liaison, grâce à une assistance mutuelle et à l'extension du programme d'action à pied d'œuvre de ces institutions.

7. En août 1964, une réunion a été organisée à Monrovia sur la délinquance juvénile et la rapidité des changements sociaux en Afrique. Elle a été organisée conjointement par la CEA et la Direction des affaires sociales et avait pour objet d'attirer l'attention des gouvernements sur les problèmes que pose la défense sociale et de les inciter à agir, et aussi d'obtenir la coopération des experts de la région en vue d'un examen objectif des problèmes qu'ont à résoudre les gouvernements africains dans l'élaboration et l'exécution de leurs programmes de prévention de la délinquance juvénile^{1/}. La réunion avait également été organisée au titre des travaux préparatoires interrégionaux en vue du troisième Congrès mondial sur le crime et la délinquance qui doit se tenir à Stockholm en août 1965. Un cours de formation au traitement des jeunes délinquants dans les institutions a également été organisé au Centre national de recherche sociale et criminologique du Caire, à l'intention des administrateurs et directeurs des institutions pour le traitement des jeunes délinquants de quatorze pays africains^{2/}.

8. L'étude de six écoles sociales faite par un groupe d'experts, en octobre et novembre 1964 avait pour objet la détermination des besoins des écoles et la présentation de recommandations sur l'assistance internationale que requiert leur extension.

9. La section du développement social s'occupe actuellement, en collaboration avec les représentants d'institutions spécialisées des Nations Unies, de dégager les problèmes et les besoins particuliers des divers groupes d'âge (enfants en bas âge, jeunes enfants et jeunes gens) dans les pays africains. Les problèmes et les besoins de chaque groupe d'âge sont étudiés dans leur ensemble, pour ce qui est notamment de la santé et de l'instruction (y compris l'enseignement préprofessionnel et

1/ Voir Rapport de la Réunion du groupe d'experts sur la défense sociale (document E/CN.14/SODE/30).

2/ Voir Rapport du premier cours de formation au traitement des jeunes délinquants dans les institutions (document E/CN.14/SWTA/36).

et la formation professionnelle) et de l'ordre de priorité dans ces deux domaines. On espère qu'ainsi on pourra penser le programme de chaque organisme d'aide multilatérale ou bilatérale en fonction des besoins urgents de la région et élaborer des programmes d'action ciblée en vue de mobiliser les ressources de toutes les organisations des Nations Unies et celles de l'assistance technique venant d'autres sources pour aider les gouvernements.

Service du développement rural

10. Le Service du développement rural s'appelait auparavant le Service du développement communautaire. Les attributions et les principes directeurs ont été également changés. Le Service du développement rural doit surtout fournir aux gouvernements une assistance en vue de favoriser le développement des institutions rurales actives, pour répondre aux besoins actuels en y associant autant que possible les populations rurales elles-mêmes et entreprendre des études et des enquêtes touchant les problèmes socio-économiques que pose le développement rural aux administrations centrales et locales.

11. Cette orientation nouvelle repose sur deux éléments qui sont la connaissance des besoins essentiels actuels des communautés rurales en Afrique, d'une part, et les mesures et les méthodes par lesquelles on pourra, en utilisant les initiatives et les actions suscitées chez les populations rurales, relever le niveau de vie et améliorer le bien-être de ces populations en les associant davantage à ce développement.

12. Le projet principal entrepris par le Service du développement rural en 1964 est une enquête sur le terrain des problèmes et des perspectives du développement rural entreprise au Mali, au Niger et en Haute-Volta. Il s'agit ici d'un projet pilote à exécuter en trois phases, échelonnées de 1964 à 1966 et entrepris en commun par la Section du développement social, la Division mixte CEA/FAO de l'agriculture et le Bureau sous-régional de la CEA à Niamey, en coopération avec des institutions spécialisées des Nations Unies. Cette enquête doit être faite en profondeur et a pour objet de déterminer la nature et l'ampleur des problèmes sociaux et économiques que pose le développement rural à ces trois pays voisins.

et sans accès à la mer. Les deux premières phases de ce projet sont déjà terminées. Au cours de la première phase, des recherches préliminaires ont été effectuées et le Service a dressé une bibliographie des publications, monographies et autres documents ayant un lien direct ou indirect avec cette enquête et a établi un document de base. Durant la deuxième phase, une mission d'enquête a visité la zone couverte par le projet en vue de vérifier les données statistiques déjà recueillies et en améliorer la qualité, de définir avec précision la nature et l'ampleur des principaux problèmes économiques et sociaux que pose le développement rural et de préparer un rapport préliminaire et des recommandations devant permettre de formuler des projets d'exécution. Pendant la dernière phase du projet, prévue pour 1965, on élaborera des projets d'action concertée en vue de conseiller les gouvernements intéressés et de rechercher une assistance technique, sur le plan tant multilatéral que bilatéral.

13. La préparation d'un manuel exposant les principes directeurs du développement rural a été entreprise en collaboration avec la Division mixte CEA/FAO de l'agriculture et certaines institutions spécialisées des Nations Unies. On pense pouvoir achever ce manuel avant la prochaine session de la Commission.

14. En réponse à une demande du Gouvernement impérial éthiopien, le Service du développement rural, en collaboration avec la division mixte CEA/FAO de l'agriculture et les représentants des institutions spécialisées des Nations Unies, a entrepris d'étudier les services du développement communautaire et de la protection sociale en Ethiopie. Les travaux préparatoires ont débuté en juin et les travaux à pied d'oeuvre en septembre. Un rapport définitif, contenant des recommandations, sera soumis au Gouvernement impérial éthiopien au début de 1965.

15. En réponse à des demandes des Gouvernements du Bassoutoland et du Libéria, des consultants ont été envoyés dans ces pays pour une courte période pour donner des avis sur la coordination des programmes d'action des organisations bénévoles s'occupant de la jeunesse, (Bassoutoland) et l'élaboration d'une politique et d'un programme de protection sociale, (Libéria).